

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

No : 200-06-000108-087

COUR SUPÉRIEURE

(Action collective)

TOUTES LES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES DOMICILIÉES OU RÉSIDENTES AU QUÉBEC, COMPTANT CINQUANTE (50) EMPLOYÉS ET MOINS, ÉTANT OU AYANT ÉTÉ LOCATAIRES, CRÉDIT-PRENEURS OU PROPRIÉTAIRES D'UN VÉHICULE DE MARQUE ET MODÈLE MAZDA 3, ANNÉES 2004, 2005, 2006 ET 2007 QUI ONT ÉTÉ VICTIMES D'UN VOL OU D'UNE ATTAQUE QUI A LAISSÉ UNE OU DES BOSSES AUTOUR DE LA POIGNÉE DE LA PORTIÈRE DU CONDUCTEUR

et

TOUTES LES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES DOMICILIÉES OU RÉSIDENTES AU QUÉBEC, COMPTANT CINQUANTE (50) EMPLOYÉS ET MOINS, ÉTANT DEVENUES LOCATAIRES, CRÉDIT-PRENEURS OU PROPRIÉTAIRES D'UN VÉHICULE DE MARQUE ET MODÈLE MAZDA 3, ANNÉES 2004, 2005, 2006 ET 2007, ACQUIS ENTRE LE 3 OCTOBRE 2006 ET LE 28 JANVIER 2008, SI AU MOMENT DE L'ACQUISITION, CE VÉHICULE ÉTAIT ENCORE ÉQUIPÉ D'UN SYSTÈME DE VERROUILLAGE DÉFICIENT

Les Groupes

et

LISE FORTIN

Représentante - Demanderesse

c.

MAZDA CANADA INC.

Défenderesse

DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE RE-RE-MODIFIÉE

À L'HONORABLE DENIS JACQUES, J.C.S., DE LA COUR SUPÉRIEURE, DANS ET POUR LE DISTRICT DE QUÉBEC, LA REPRÉSENTANTE-DEMANDERESSE EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

INTRODUCTION

1. Le 3 juin 2010, l'honorable Jacques Viens, j.c.s., autorisait l'institution d'une action collective ci-après décrite :

« Une action en diminution de prix, dommages-intérêts compensatoires et punitifs afin de sanctionner la défenderesse pour le vice de conception, son comportement fautif suite à la découverte du vice et ses pratiques de commerce interdites liées au dispositif de verrouillage des véhicules Mazda 3. »

le tout tel qu'il appert du jugement au dossier de la cour (ci-après le « **Jugement d'autorisation** ») ;

- 1.1. Par jugement du 23 janvier 2013, l'instance a été scindée de manière à ce que le débat sur la responsabilité de Mazda soit entendu préalablement à l'audition relative à la quantification des dommages réclamés, tel qu'il appert du jugement sur la requête en scission au dossier de la Cour ;
- 1.2. Le 20 mai 2014, l'Honorable Juge Viens, j.c.s., a rejeté l'action collective, tel qu'il appert du jugement au dossier de la Cour (ci-après le « **Jugement de première instance** ») ;
- 1.3. Par jugements des 15 et 26 janvier 2016, la Cour d'appel a infirmé le Jugement de première instance, a accueilli en partie l'action collective et a ordonné que le dossier soit retourné en première instance pour que l'audition sur la quantification des dommages ait lieu, tel qu'il appert des jugements de la Cour d'appel (ci-après les « **Jugements de la Cour d'appel** ») au dossier de la Cour ;
- 1.4. Le 11 août 2016, la Cour suprême a rejeté la demande d'autorisation d'appel des Jugements de la Cour d'appel, tel qu'il appert du jugement de la Cour suprême au dossier de la Cour ;

LES PARTIES

2. Richard Robitaille (ci-après « **Monsieur Robitaille** ») et la représentante-demanderesse Lise Fortin (ci-après « **Madame Fortin** ») sont des consommateurs au sens de la *Loi sur la protection du consommateur*, L.R.Q. c. P-40.1 (ci-après « **L.P.C.** ») et du *Code civil du Québec* (ci-après « **C.c.Q.** ») ;

3. Monsieur Robitaille est un membre des Groupes qui s'est porté acquéreur d'un véhicule Mazda 3 (année 2005) au mois de février 2005 auprès du concessionnaire Beauport Mazda pour un prix avant taxes de 27 201,00 \$, le tout tel qu'il appert du contrat d'achat daté du 25 février 2005, communiqué comme **pièce P-1**;
4. Il s'agissait d'un achat financé sur une période de six (6) ans ;
- 4.1 Le 31 mars 2006, Madame Fortin a fait l'achat d'un véhicule Mazda 3 (année 2005) auprès du concessionnaire Mazda Gabriel pour la somme totale de 17 800,00 \$, le tout tel qu'il appert de la copie du contrat d'achat de Madame Fortin daté du 31 mars 2006, communiqué comme **pièce P-1.1**;
5. Madame Fortin s'est vue attribuer le statut de représentante aux fins d'exercer la présente action collective pour le compte des groupes de personnes ci-après décrits (ci-après « **Groupes** ») :

Groupe 1 :

« Toutes les personnes physiques et morales domiciliées ou résidentes au Québec, comptant cinquante (50) employés et moins, étant ou ayant été locataires, crédit-preneurs ou propriétaires d'un véhicule de marque et modèle Mazda 3, années 2004, 2005, 2006 et 2007 qui ont été victimes d'un vol ou d'une attaque qui a laissé une ou des bosses autour de la poignée de la portière du conducteur. »

Groupe 2 :

« Toutes les personnes physiques et morales domiciliées ou résidentes au Québec, comptant cinquante (50) employés et moins, étant devenues locataires, crédit-preneurs ou propriétaires d'un véhicule de marque et modèle Mazda 3, années 2004, 2005, 2006 et 2007 sur lequel a été installé après la prise de possession du véhicule, un renforcement du dispositif de verrouillage de la portière du conducteur. »

le tout tel qu'il appert du Jugement d'autorisation ainsi que du jugement sur la requête pour substitution du représentant des groupes autorisés, tous deux au dossier de la cour ;

- 5.1 Considérant les conclusions retenues par la Cour d'appel dans les Jugements de la Cour d'appel, le Groupe 2 doit être modifié pour se lire ainsi :

Toutes les personnes physiques et morales domiciliées ou résidentes au Québec, comptant cinquante (50) employés et moins, étant devenues locataires, crédit-preneurs ou propriétaires d'un véhicule de marque et modèle Mazda 3, années 2004, 2005, 2006 et 2007, acquis entre le 3 octobre 2006 et le 28 janvier 2008, si au moment de l'acquisition, ce véhicule était encore équipé d'un système de verrouillage déficient

(...)

9. La défenderesse Mazda Canada Inc. (ci-après « **Mazda** ») est une entreprise spécialisée notamment dans la commercialisation et la distribution de véhicules automobiles ;
10. Mazda est une filiale détenue par la société Mazda Motor Corporation (ci-après « **Mazda Motor** ») ;

LES FAITS PERTINENTS AU RECOURS DE MONSIEUR ROBITAILLE ET DE MADAME FORTIN À L'ORIGINE DE LA PRÉSENTE ACTION COLLECTIVE

- 10.1. Les faits retenus par l'honorable Jacques Viens, j.c.s., dans le Jugement de première instance rejetant l'action collective, ont été repris par la Cour d'appel ;

Les faits à l'origine de l'action collective

- 10.2. À l'automne 2003, Mazda a mis sur le marché le véhicule Mazda 3, modèle 2004, affecté d'un vice de conception au niveau du système de verrouillage de la portière côté conducteur qu'une simple pression ou coup (de pied ou de poing) autour de la serrure permet de déverrouiller, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 16) et de première instance (para. 8) ;
- 10.3. À l'automne 2006, on rapportait dans la province de la Colombie-Britannique des cas d'entrée par effraction pour ce modèle, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 16) et de première instance (para. 10) ;
- 10.4. Les médias de la région se sont rapidement emparés de la nouvelle ce qui a eu comme conséquence de faire augmenter le nombre d'attaques sur les véhicules Mazda 3, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 17) et de première instance (para. 16) ;
- 10.5. En octobre 2006, des notes internes en lien avec ce problème ont circulé chez Mazda faisant voir que le fabricant était bien au fait qu'il était possible de s'introduire dans les véhicules Mazda 3 au moyen d'une simple pression ou coup (de pied ou de poing), tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 17) et de première instance (paras 11-15) ;
- 10.6. En réponse à cette situation inquiétante, Mazda Motor (la société mère) a conçu un mécanisme de renforcement des portières qu'elle a implanté dans ses véhicules modèles 2007 à compter du 31 décembre 2006, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 17) et de première instance (para. 17) ;
- 10.7. En février 2007, Mazda a implanté le *Mazda Service Program* (ci-après le « **MSP-14** ») réservé à sa seule clientèle de la Colombie-Britannique, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 18) et de première instance (para. 23) ;

- 10.8. Par l'entremise de ses concessionnaires, elle invitait les propriétaires de Mazda 3 à se présenter dans un de ses établissements pour procéder gratuitement au renforcement du système de verrouillage des véhicules visés par le programme, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 18) ;
- 10.9. En avril 2007, une station albertaine a diffusé des reportages traitant de ce problème. Mazda a alors décidé d'étendre son programme MSP-14 à la clientèle de cette partie du pays, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 19) et de première instance (paras 26-27) ;
- 10.10. Les médias du Québec se sont à leur tour emparés de cette information et à la toute fin de l'année 2007, notamment en raison de l'augmentation du nombre d'incidents rapportés dans la région de Montréal, Mazda a lancé un nouveau programme correctif appelé *Special Service Program 75* (ci-après « **SSP-75** ») pour tout le Canada, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (paras 19-20) et de première instance (paras 28-33) ;
- 10.11. De même nature que le programme régional MSP-14, le SSP-75 visait à ajouter sans frais un renforcement du système de verrouillage sur les véhicules Mazda 3 en vue de contrer le problème de criminalité lié à ce modèle, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 20) et de première instance (para. 32) ;
- 10.12. Cependant, les pièces nécessaires pour l'implantation de ce programme n'ont été rendues disponibles qu'en avril 2008, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 21) et de première instance (para. 33) ;
- 10.13. Au Québec, le programme SSP-75 avait atteint en mai 2008 un niveau de complétion de 53 %, de 75 % en janvier 2009 et de 86 % à l'automne 2013, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 21) et de première instance (para. 37) ;

Les dommages subis par les membres des Groupes 1 et 2

- 10.14. Les membres du groupe 1 sont les membres qui ont été victimes d'un vol ou d'une attaque qui a laissé une ou des bosses autour de la poignée de la portière du conducteur, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 12) et de première instance (para. 44) ;
- 10.15. Parmi ceux-ci, certains ont décidé de payer eux-mêmes la facture liée aux travaux de débosselage de la portière, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 22) ;
- 10.16. D'autres ont dû déboursier la franchise de leurs assurances pour la réparation de la portière et celle inhérente à la réclamation pour la valeur des objets volés, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 22) et de première instance (para. 6) ;
- 10.17. Il y a également ces autres propriétaires de Mazda 3 qui ont tout simplement choisi de ne rien réclamer pour la perte de ces objets, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 22) et de première instance (para. 52) ;

- 10.18. Certains membres du groupe 1 se sont résignés à ne pas faire réparer leur Mazda 3 en raison de la probabilité qu'elle soit l'objet d'une autre tentative de vol, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 23) et de première instance (para. 46) et des témoignages des membres lors du procès sur la responsabilité¹ ;
- 10.19. Le groupe 1 inclut également les locataires qui, au moment de remettre leur véhicule, ont dû indemniser le locateur pour la portière endommagée, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 23) et de première instance (para. 48) ;
- 10.20. Quant aux membres du groupe 2 (ce qui inclut les membres du groupe 1), ils se plaignent principalement de ne pas avoir été informés des lacunes du système de verrouillage lors de l'acquisition de leur véhicule, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 26) et de première instance (para. 133) ;
- 10.21. Les membres des Groupes soutiennent avoir subi un stress et de la frustration en raison de la vulnérabilité de leur véhicule et aussi pour les inconvénients liés à la difficulté de trouver des stationnements sécuritaires. Plusieurs ont cessé de laisser des objets dans leur automobile, jugeant cette pratique peu sécuritaire au regard de la publicité défavorable entourant la Mazda 3, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 24) et de première instance (paras 49-50) et des témoignages des membres lors du procès sur la responsabilité² ;
- 10.22. Même après l'implantation du mécanisme de renforcement de la portière (SSP-75) sur leur véhicule, les membres ont continué à subir du stress et de la frustration en raison de l'impossibilité de distinguer leur Mazda 3 des autres Mazda 3 qui n'avaient pas encore profité de l'implantation du mécanisme, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 26) et de première instance (para. 51) ;

LE JUGEMENT RENDU PAR LA COUR D'APPEL SUR LA RESPONSABILITÉ DE MAZDA

- 10.23. La Cour d'appel a conclu que le problème affectant le système de verrouillage des véhicules Mazda 3 pour les années 2004, 2005, 2006 et 2007 est un vice caché, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (paras 113-115 et 173) ;
- 10.24. La Cour d'appel a conclu que les membres des Groupes (les membres du Groupe 1 étant *de facto* membres du Groupe 2) avaient droit à une réduction de leur obligation en raison du manquement à l'obligation de divulguer un fait important (228 et 272 L.P.C.) dont Mazda s'est rendue coupable, en omettant de divulguer aux membres le défaut dont était affecté le

¹ Plus précisément les témoignages d'Annick Cloutier (le 23 octobre 2013 à la page 92, lignes 18-24) et de Christian Binet (le 22 octobre 2013 aux pages 130, lignes 22-25 et 131, lignes 1-3) ;

² Plus précisément les témoignages de Fabien Dupuis (le 21 octobre 2013 aux pages 153, lignes 17-25, 154, lignes 1-6 et 156 lignes 13-15), de Lise Provost (le 21 octobre 2013 à la page 190, lignes 1-6), de Christian Binet (le 22 octobre 2013 à la page 130, lignes 14-21), de Joël Deschamps (le 22 octobre 2013 aux pages 165, lignes 12-19, 166, lignes 9-22, 171, lignes 3-18, 174, lignes 17-25, 175 et 176), d'Yvan Cameron (le 22 octobre à la page 223, ligne 9-25 et 224, ligne 1), d'Amélie Vachon (le 23 octobre 2013 à la page 49, lignes 22-25 et 50, lignes 1-3) et d'Annick Cloutier (le 23 octobre 2013 à la page 92, lignes 1-11) ;

système de verrouillage de la portière lors de l'acquisition du véhicule, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (paras 14, 146, 175 et 181) ;

10.25. La Cour d'appel a conclu que le recours en diminution de prix pour défaut de divulguer un fait important vise tous les véhicules modèle Mazda 3, années 2004, 2005, 2006 et 2007, acquis entre le 3 octobre 2006 (début du manquement) et le 28 janvier 2008 (fin du manquement), si, au moment de l'achat, ces véhicules étaient encore équipés d'un système de verrouillage déficient, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (paras 147-148, 175 et 181) ;

10.26. La Cour d'appel a également conclu que les membres du groupe 1 ont droit à des dommages compensatoires en vertu du recours autonome prévu à l'article 272 L.P.C. (paras 115 et 179) ;

10.27. Les membres du groupe 1 ont donc droit d'être compensés pour les dommages suivants :

- a) le coût de la réparation des dommages causés à la portière côté conducteur lors d'une tentative ou d'une intrusion malveillante réussie ;
- b) le cas échéant, le coût de la franchise d'assurance relié à cette perte ;
- c) la valeur des objets volés lors de ces intrusions malveillantes ; et/ou
- d) le cas échéant, le coût de la franchise d'assurance relié à cette perte ;

le tout, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 179) ;

LA DIMINUTION DE PRIX QUE LES MEMBRES SONT EN DROIT DE RECEVOIR

10.28. La Cour d'appel a condamné Mazda à verser aux membres du groupe 2 (qui inclut les membres du groupe 1), à titre de recouvrement collectif, les dommages correspondant à la diminution de leur obligation, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (paras 146, 175, 181) ;

10.29. La jurisprudence est claire à l'effet que les éléments pertinents afin d'évaluer le montant de la diminution du prix de vente peuvent varier selon les circonstances ;

10.30. La faiblesse du système de verrouillage de la portière du conducteur est un problème très important du véhicule, puisque les consommateurs n'auraient pas accepté de se procurer un véhicule Mazda 3 s'ils avaient été mis au fait de la vulnérabilité du système de verrouillage et des conséquences susceptibles de découler de cette carence, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (para. 99) et de première instance (para. 43) ;

10.31. Cette faiblesse a rendu le véhicule particulièrement vulnérable et susceptible d'être l'objet d'attaques criminelles, tel qu'il appert des Jugements de la Cour d'appel (paras 156-157) et de première instance (paras 116 et 185) ;

- 10.32. De plus, tel que mentionné précédemment, le problème affectant les véhicules Mazda 3 a causé du stress, de la frustration et de nombreux inconvénients aux membres, lié à la vulnérabilité du système de verrouillage du véhicule Mazda 3, tel qu'il appert des témoignages des membres lors du procès sur la responsabilité ;
- 10.33. La diminution de prix que les membres sont en droit de recevoir doit être évaluée à la lumière de ces circonstances;
- 10.34. La diminution de prix s'évalue également en tenant compte du prix que les membres auraient accepté de payer leur véhicule Mazda 3 s'ils avaient connu le vice affectant le système de verrouillage et de la position qu'aurait adoptée Mazda en pareilles circonstances ;
- 10.35. À cet égard, la représentante-demanderesse a mandaté la firme CROP afin de mener une étude auprès des consommateurs québécois visant à répondre à la question suivante :

Quelle est la réduction de prix de vente qui serait susceptible d'être demandée par un acheteur potentiel pour un véhicule affecté d'un vice de conception du système de verrouillage de la portière du côté conducteur?

le tout, tel qu'il appert du rapport de CROP, communiqué comme **pièce P-71** ;

- 10.36. Il ressort du rapport de CROP (P-71) que la faiblesse du système de verrouillage de la portière du conducteur est considérée comme étant un problème très important du véhicule, puisque la plupart des consommateurs refuseraient d'acheter le véhicule, même si une réduction de prix leur était offerte ;
- 10.37. Les consommateurs estiment que la réduction du prix de vente doit être très importante. Une très faible proportion accepterait d'acheter le véhicule malgré une réduction du prix de vente de l'ordre de 2 000,00 \$ (sur un prix de vente évalué entre 16 000,00 \$ et 21 000,00 \$), tel qu'il appert du rapport CROP (P-71) ;
- 10.38. Selon le rapport CROP (P-71), 42 % des répondants estiment que l'achat du véhicule Mazda 3 affecté d'un vice de conception du système de verrouillage nécessiterait une diminution de prix de vente entre 2 001,00 \$ et 5 000,00 \$, alors que 30 % des répondants estiment qu'une réduction de plus de 5 000,00 \$ serait nécessaire pour qu'ils achètent ce véhicule ;
- 10.39. La valeur des véhicules de membres entendus au procès sur la responsabilité qui étaient propriétaires d'une Mazda 3 varie entre 17 800 \$ et 28 950 \$;

(...)

56. En considération de ce qui précède, (...) les membres des Groupes sont en droit de réclamer une diminution de prix forfaitaire de 5000,00 \$ liée à (...) la pratique interdite commise par Mazda (...);

- 56.1 Selon les données fournies par Mazda, il y a 7 524 membres dans le groupe 2 qui sont en droit de recevoir une diminution de prix, tel qu'il appert des tableaux de données fournis par Mazda, communiqués en liasse comme pièce P-72 ;
- 56.2 Parmi les 7 524 membres éligibles, 3 807 ont acheté les véhicules alors que 3 717 les ont loués, tel qu'il appert de la pièce P-72 ;
- 56.3 Sur la base de ce qui précède, tous les 3 807 membres qui ont procédé à l'achat de véhicules visés par le recours sont en droit d'obtenir une réduction moyenne du prix d'acquisition, de 5 000,00 \$, plus de frais de financement moyens estimés à 798,00 \$, soit la somme totale de 22 072 986,00 \$;
- 56.4 Sur la base de ce qui précède, les 3 717 membres qui ont procédé à la location des véhicules visés par le recours sont en droit d'obtenir une réduction de 5 000,00 \$ du prix d'acquisition de leur véhicule, laquelle réduction doit se traduire en une réduction de leurs obligations totale à titre de locataire. Sous réserves d'obtenir les modalités de financement et de location en place à l'époque pertinente, la réduction est évaluée préliminairement à la somme de 2 424 \$ par véhicule, pour une réclamation totale de 9 010 008,00 \$
- 56.5 Le recouvrement collectif des réclamations des membres est approprié, puisque le nombre total de membres est connu et le montant qu'ils sont en droit de recevoir à titre de diminution de prix est le même pour chacun d'eux. Le tribunal peut donc établir d'une façon suffisamment précise le montant total de la réclamation ;
- 56.6 Le montant de l'ordonnance de recouvrement collectif devra être déposé au greffe de la Cour supérieure dans les trente (30) jours du jugement pour une distribution ultérieure aux membres;

(...)

LE RECOUVREMENT INDIVIDUEL

58. Pour ce qui est du recouvrement individuel, la représentante-demanderesse demande qu'un processus soit mis en place pour les membres du groupe 1 afin que ces derniers puissent présenter la preuve du préjudice subi pour les dommages qu'ils n'auront pas récupérés à titre de membre du groupe 2, soit, en l'espèce :

- a) La valeur des objets volés ou la franchise d'assurance assumée suite à un vol ; et
- b) Les coûts de réparation des bosses ;

(...)

58.1 Les procureurs des Groupes entendent soumettre ultérieurement au tribunal un protocole de distribution qu'ils demanderont au tribunal d'approuver afin de décider, notamment, des questions suivantes :

- a) La détermination des modalités de distribution des sommes recouvrées collectivement ;
- b) La détermination de la procédure de liquidation des réclamations individuelles ;
- c) La publication des avis appropriés dans les circonstances ;
- d) La détermination de la procédure relative au reliquat ;
- e) L'approbation des honoraires, débours et frais de justice des procureurs de la représentante-demanderesse ;

PAR CES MOTIFS, PLAISE À CETTE HONORABLE COUR :

(...)

CONDAMNER la défenderesse Mazda Canada Inc. à payer, aux membres du groupe 2, une somme totale de 31 082 994,00 \$, avec intérêts au taux légal majorés de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du Code civil du Québec, calculés à compter de la date de signification de la requête pour autorisation d'exercer un recours collectif et pour se voir attribuer le statut de représentant, soit le 18 août 2008 ;

ORDONNER à la défenderesse Mazda Canada Inc. de déposer le montant de l'ordonnance de recouvrement collectif au greffe de la Cour supérieure dans les trente (30) jours du jugement pour une distribution ultérieure aux membres ;

APPROUVER le protocole de distribution qui sera soumis par la représentante-demanderesse ;

CONDAMNER la défenderesse Mazda Canada Inc. à tout autre remède approprié jugé juste et raisonnable ;

LE TOUT avec dépens, incluant, les frais associés à la mise en place et à l'exécution du protocole de distribution, les frais pour les pièces, les témoignages d'experts, les expertises et la publication d'avis.

Montréal, le 17 mai 2018

Woods s.e.n.c.r.l.

WOODS, s.e.n.c.r.l.

**Avocats des Groupes et de la Représentante-
Demanderesse Lise Fortin**

Me Érika Normand-Couture

2000, avenue McGill College, bureau 1700

Montréal (Québec) H3A 3H3

Tél : (514) 370-2698

Fax : (514) 284-2046

Courriel : ecouture@woods.qc.ca

Notification : notification@woods.qc.ca

Code : BW0208

Notre référence : 4896-1